Burundi : La Commission sur les attaques du 11 décembre a rendu ses conclusions

BBC Afrique, 11 mars 2016 Burundi : pas de charniers Il n'y a pas de fosses communes au BurundiÂ ! C'est la conclusion d'un rapport d'enquÃªte rendu public par les autoritÃ©s.Certaines organisations de dÃ©fense des droits de l'homme suggÃ©raient pourtant l'existence de ces fosses communes et d'exÃ©cutions extra judicaires, lors d'attaques contre des camps militaires en dÃ©cembre 2015.
Contrairement Ã ces allÃ©gations, le rapport indique que les combattants tuÃ©s ont Ã©tÃ© enterrÃ©s dans des cimetiÃ¨res connus et non dans des fosses communes.Face Ã la presse ce jeudi Ã Bujumbura, le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique, Valentin Bagorikunda, a affirmÃ© qu'il n'y avait aucune preuve Ã©tayant les accusations de groupes de droits de l'homme affirmant que les soldats burundais avaient tuÃ© des dizaines de personnes Ã Bujumbura et dans ses environs, en dÃ©cembre, et qu'ils les avaient enterrÃ©es dans des fosses communes. Valentin Bagorikunda a ajoutÃ© que la seule fosse commune trouvÃ©e contenait les corps des victimes des insurgÃ©s. Le procureur gÃ©nÃ©ral reconnait toutefois que 7 combattants capturÃ©s dans la province de Bujumbura Rural, ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s morts dans des circonstances non Ã©lucidÃ©es. Il a dÃ©clarÃ© que la plupart des 79 rebelles tuÃ©s dans les combats Ã©taient non identifiÃ mais bien enterrÃ©s dans des cimetiÃ¨res connus. Seuls 8 ont Ã©tÃ© enterrÃ©s par les forces de sÃ©curitÃ© et ceux qui ont identifiÃ©s ont Ã©tÃ© remis Ã leurs familles, selon Valentin Bagorikunda. Amnesty International, Human Rights Watch et le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Raad al Hussein, avaient parlÃ© de preuves alarmantes et convaincantes sur des fosses communes creusÃ©es aprÃ¨s une attaque rebelle sur la caserne de l'armÃ©e le 11 dÃ©cembre 2015. RFI, 10-03-2016 Le procureur gÃ©nÃ©ral du Burundi dÃ©ment l'existence de fosses communes Deux jours aprÃ¨s le dÃ©part des experts mandatÃ©s par lâ€™ONU pour enquÃªter sur les violations des droits de lâ€™homm justice burundaise a prÃ©sentÃ© les conclusions de sa propre enquÃªte. Amnesty International suspectait lâ€™existence dâ€™ moins six charniers, lâ€™ONU parlait de neuf. Il nâ€™en existe aucun, selon le procureur gÃ©nÃ©ral du Burundi. Au cours dâ confÃ©rence de presse ce jeudi, il a cependant annoncÃ© que certaines morts ne sont pas encore Ã©lucidÃ©es. Trois mois aprÃ¨s les faits, la Commission ad hoc chargÃ©e dâ€™enquÃªter sur lesÂ attaques des camps militairesÂ du 11 dÃ©cembre a rendu ses conclusions. La seule fosse commune existante au Burundi, estÂ celle prÃ©sentÃ©e il y a dix joursÂ par les autoritÃ©s, assure le procureur gÃ©nÃ©ral. Â«Â AprÃ¨s enquÃªte, aucune fosse commune n'a Ã©tÃ© dÃ©couverte dans aucu endroits citÃ©s dans les rapports de certaines ONGÂ Â», a-t-il dÃ©clarÃ© ce jeudi. Pour la rÃ©pression sanglante qui a suivi ces attaques, le bilan officiel reste de 79Â tuÃ©s, tous des combattants en armes et en uniforme. Mais la FIDH (FÃ©dÃ©ration internationale des ligues des droits de l'homme) en compte le double, dont une grande partie de civils. Cinquante-huit corps non identifiÃ©s ont Ã©tÃ© enterrÃ©s Ã Kanyosha et Mpanda. Les autres ont Ã©tÃ© rendus Ã leurs familles, a prÃ©cisÃ procureur. Un point reste cependant non Ã©lucidÃ©Â : la mort de 7 prisonniers. Â«Â Aucun cas de torture n'a Ã©tÃ© signalÃ© rapporte le procureur burundais.Cependant, lesÂ 7 combattants capturÃ©s Ã MujejuruÂ ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s morts dans des circonstances non encore Ã©lucidÃ©es.Â Â» Pourrait-il sâ€™agir dâ€™exÃ©cutions extrajudiciairesÂ ? Le terme nâ€™a pas mais un dossier a Ã©tÃ© ouvert contre un officier de police et un major de lâ€™armÃ©e.